

Mairie de MALANSAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation :

17 avril 2013

Membres :

En exercice : 19

Présents : 16

Votants : 19

Le deux mai deux mil treize, à vingt heures trente.

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Mr HERVIEUX François, Maire.

Etaient présents : François HERVIEUX – Jean-Claude RAKOZY – Gérard LUCAS – Joseph VOISIN – Michel GUILLOUCHE – Marie-Hélène GABARD – Pascal BERTHE – Firmin PANHALEUX – Jean-Michel MAHEO – Patrick GUICHON – Jean-Pierre GUILLET – Hélène LANN-CORRE – Jeannine DAUPHAS – Jocelyne NORMAND – Sophie MAIGNE – Sandrine THOREL

Absents excusés : Mickaël ROUSSEL, représenté par S. MAIGNE – Patrice OLLIVIER, représenté par J.C. RAKOZY – François LE POUL, représenté par F. HERVIEUX

Sophie MAIGNE a été élue Secrétaire.

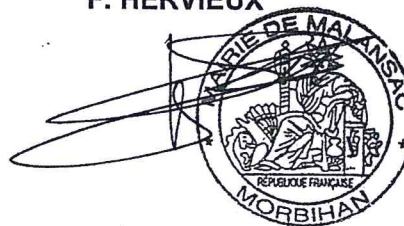
OBJET : Institution du droit de préemption urbain : rectification de la délibération du 29 mars 2013

Le Maire indique au Conseil Municipal que le bureau de contrôle de légalité de la Préfecture a souligné la nécessité de rectifier la délibération du 29 mars 2013, conformément à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme qui précise que le droit de préemption ne peut être institué que sur les Zones Urbaines (U) et Les Zones à Urbaniser (AU), mais en aucun cas sur les zones Nh et Ah.

Invité à en délibérer, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de rectifier comme suit sa délibération du 29 mars 2013 : « Le droit de préemption urbain est institué sur l'ensemble des Zones urbaines U et des Zones d'urbanisation future Au, délimitées par le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal eu date du 12 mars 2013 ». Les autres dispositions contenues dans la délibération du 29 mars 2013 sont maintenues.

Pour extrait conforme,

Le Maire,
F. HERVIEUX



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215601238-20130502-2013-05-11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/05/2013